

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 8 avril 2026

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 26 - 157

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED ENVIRONNEMENT**

3, rue des Prés de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 janvier 2026 dans l'établissement COVED ENVIRONNEMENT implanté 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a lieu le lendemain d'un départ d'incendie dans la zone de transit des DEEE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED ENVIRONNEMENT
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

La zone de stockage des déchets dangereux conditionnés qui avait été détruite par un incendie a été reconstruite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident et d'accident	Code de l'environnement du 07/04/2026, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, **dans les meilleurs délais**, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant rappelle à l'inspection des installations classées la chronologie de l'incident. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser et de tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan d'action correctif avec échéances, étudiant la mise en place de nouvelles caméras thermiques, l'adaptation la chaîne de tri pour écarter toute source de départ d'incendie, le renforcement des actions de détection et de premières intervention des équipes.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Déclaration d'incident et d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.</p>

Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, **dans les meilleurs délais**, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant rappelle à l'inspection des installations classées la chronologie de l'incident suivante :

- 18h13 - Début des événements : Interventions sur site :
  - Détection de fumées dans la zone DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) par un agent
  - Départ de feu identifié dans un tas de petits appareils ménagers (benne dédiée).
  - *Action immédiate* : Appel des pompiers vers 18h15.
  - 18h16 : Fermeture de la vanne de rétention (pour limiter la propagation).
  - 18h22 : Moyens de lutte opérationnels :
    - Déploiement d'une motopompe avec bâche incendie.
    - Arrivée de la Police Nationale
  - 18h23 : Feu maîtrisé après étalement du tas de déchets par une action mécanique
  - 18h34 : Arrivée effective des pompiers

L'exploitant rappelle avoir mis en place des mesures préventives et correctives suivantes :

- Bunker dédié pour les accus et piles (déchets dangereux).
- Alvéoles spécifiques pour les produits dangereux
- Installation de caméra thermiques sur la zone déchets dangereux. *En revanche, aucune caméras thermiques près du bâtiment DEEE (voir recommandations).*
- SKID (système de lutte incendie automatique) prévu pour le bâtiment déchets dangereux
- Actions spécifiques côté DEEE
- Exercices incendie réguliers + formations du personnel
- Chaîne de tri renforcée : Séparation systématique des accus et piles des autres déchets.

Un incident similaire a eu lieu le 10 mai 2023. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser et de tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan d'action correctif avec échéances étudiant la mise en place de nouvelles caméras thermiques, l'adaptation la chaîne de tri pour écarter toute source de départ d'incendie, le renforcement des actions de détection et de premières intervention des équipes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois